

L'HYDRO-DIPLOMATIE EN MARCHÉ

CONSEIL MONDIAL DE L'EAU 2010-2012

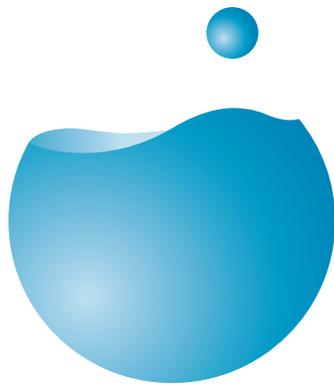


©Reuters/Jim Hollander

RAPPORT D'ACTIVITES



CONSEIL
MONDIAL
DE L'EAU



CONSEIL
MONDIAL
DE L'EAU



SOMMAIRE

- 5 Pour l'Avenir de l'Eau
 - 7 Renforcer la Voix Politique
 - 15 Répondre aux Défis Mondiaux
 - 21 Construire les Forums Mondiaux de l'Eau
 - 25 Unir des Membres d'Horizons Divers
 - 29 Eveiller les Consciences
sur les Problématiques de l'Eau
 - 33 Assurer un Financement
et une Organisation Solides
- 



©WWF/Ghosh Nirmai

PREFACE

POUR LE FUTUR DE L'EAU



Le mandat qui se termine aura marqué la jeune histoire du Conseil mondial de l'eau. Notre action permanente pour faire avancer la cause de l'accès à l'eau pour tous a porté ses fruits.

L'eau est aujourd'hui considérée comme une ressource rare et fragile. Les problèmes qui en découlent, les solutions proposées, techniques, financières ou institutionnelles en ont fait une priorité sur l'agenda international. La prise en compte par les organisations onusiennes et par les principaux États a facilité cette prise de conscience nouvelle. Les succès des Forums Mondiaux de l'Eau d'Istanbul et de Marseille ont permis la mise en œuvre d'engagements durables.

De nouvelles thématiques ont été mises en avant et discutées parce que notre Conseil a su imposer des sujets tels que les désastres, la croissance verte, l'alimentation et la santé, l'énergie et leurs liens respectifs avec l'eau et l'assainissement.

Peu à peu notre concept de « Sécurité de l'eau » s'impose auprès des leaders politiques et économiques qui reconnaissent la place de l'eau pour un développement respectueux de la biodiversité et de la conservation des écosystèmes.

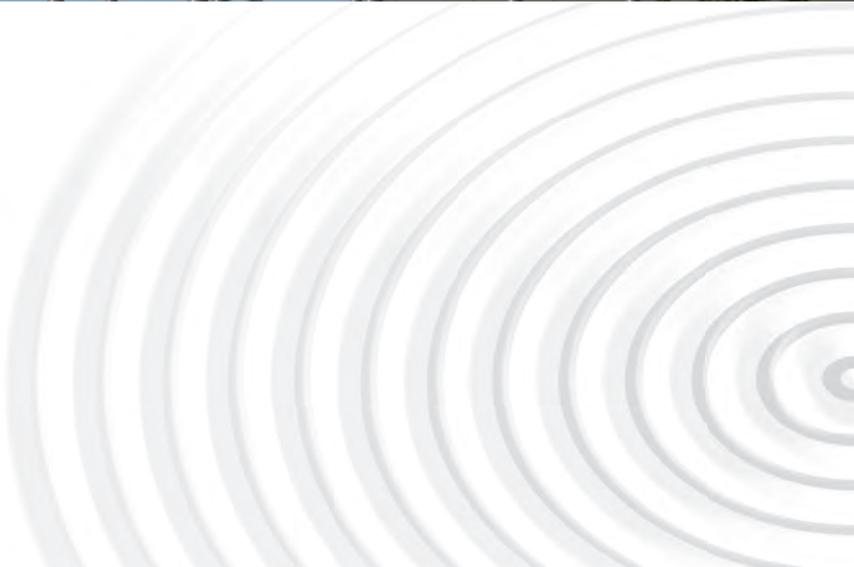
Pour accomplir cette immense tâche nous avons noué de solides partenariats avec des institutions, des États, des entreprises et des ONG. Le Conseil mondial de l'eau est aujourd'hui une jeune organisation internationale écoutée et respectée. Il dispose pour l'avenir de moyens financiers assurés et d'une trésorerie importante. Il bénéficie de l'expertise permanente d'une équipe loyale et compétente qui a travaillé en harmonie avec un Bureau, un Board et des membres fidèles et enthousiastes.

Je tiens ici à remercier les uns et les autres en disant ma confiance dans l'avenir de notre Conseil.

Loïc Fauchon
*Président du Conseil
mondial de l'eau*



© Dani Caillat-Helber



RENFORCER LA VOIX POLITIQUE

Lors de la dernière Assemblée générale réunie en octobre 2009, les membres du Conseil mondial de l'eau ont souligné l'importance de rapprocher le Conseil des dirigeants politiques à l'échelle internationale, nationale et locale. Tout au long de son mandat, le Conseil d'administration du Conseil s'est donc efforcé de développer une vraie hydro-diplomatie. La vision stratégique pour le mandat 2009-2012 affirmait que « L'époque de "l'eau facile" est révolue. Face à la raréfaction de la ressource, les choix de distribution et d'utilisation seront éminemment politiques. » De ce fait, au cours des trois dernières années, le Conseil a été en première ligne, pour proposer de nouvelles politiques hydriques et faire entendre la voix de l'eau à tous les niveaux de décision.

L'ÉMERGENCE D'UNE VÉRITABLE HYDRO-DIPLOMATIE

Les décideurs politiques doivent faire preuve d'une réelle volonté de placer les problèmes de l'eau au plus haut niveau de décision. Le Conseil s'est efforcé de faire entendre la voix de l'eau et de mettre en œuvre ce que l'on nomme aujourd'hui « l'hydro-diplomatie internationale ». La cause de l'eau ne progressera qu'à condition d'être débattue de manière pacifique et objective. Cette vision concorde avec celle des Nations unies dont le Secrétaire général, Ban Ki-moon, a offert au Conseil son soutien le plus total lors d'une audience privée, en octobre 2010, lorsqu'il a accueilli la délégation du Bureau au siège des Nations unies à New York. Il a félicité le Président d'avoir fait du Conseil une organisation internationale reconnue et respectée, et a demandé au Conseil d'être étroitement impliqué dans la préparation du Sommet de la Terre Rio+20 en 2012.

Recommandations sur l'eau pour le Sommet Rio+20

- Assurer l'approvisionnement en eau en protégeant la biodiversité, les écosystèmes et les sources d'eau.
- Mettre en application le droit à l'eau et à l'assainissement pour tous.
- Défendre l'importance d'une gestion et d'une planification intégrée de l'utilisation de l'eau, de l'énergie et des terres, et ce à tous les niveaux.



Le Pacte pour la Sécurité de l'Eau

- Premier engagement, symbolique mais essentiel : nous demandons à chaque État d'inscrire le Droit à l'eau dans sa constitution. Pour l'instant, seuls une quarantaine d'États ont pris cette décision ;
- Le deuxième engagement consiste à demander à chaque État, chaque autorité locale, de reconnaître l'eau et l'assainissement comme étant une grande cause publique et une priorité budgétaire ;
- Le troisième engagement, doit être d'adopter ou d'améliorer les politiques nationales ou locales de régulation de la demande en eau, afin de réduire la consommation d'eau et assurer une meilleure gestion ;
- Le quatrième engagement consiste à soutenir la création d'un « pack eau-énergie » et la création d'ici 2015 d'un fonds mondial pour l'eau et l'énergie : consacré à « l'eau pour l'alimentation » - pour développer l'agriculture locale - et « l'eau pour la santé » - pour réduire drastiquement la mortalité hydrique.
- Le cinquième engagement est d'assurer l'installation automatique de robinets et de toilettes dans chaque école créée ou rénovée ;
- Enfin, le sixième engagement est de garantir qu'un Objectif de Développement Durable post 2015 sur l'eau et l'assainissement sera créé lorsque les Objectifs de Développement du Millénaire seront remplacés.

Cette invitation a été suivie en novembre 2011 d'une contribution de la part du Bureau du Conseil au Draft-Zéro de la déclaration des Nations unies pour la Conférence sur le développement durable « Rio+20 ». Entre novembre 2011 et juin 2012, le Conseil a réalisé d'importants efforts pour s'assurer que l'eau soit l'un des principaux sujets inscrits au programme de Rio+20. Fin juin 2012, le gouvernement brésilien a organisé les Dialogues sur le Développement durable. Il s'agissait de groupes de discussion de 10 personnes pour chacun des dix sujets choisis. Ces dialogues ont eu lieu juste avant le Sommet des Dirigeants et des Gouvernements. Le Président du Conseil a été invité en qualité de Rapporteur sur le sujet de l'eau et a fait des recommandations sur la mise en œuvre d'un droit à l'eau et à l'assainissement, la gestion planifiée et intégrée de l'eau, l'utilisation de l'énergie et des ressources foncières, et la sécurisation des ressources hydriques pour préserver la biodiversité et les écosystèmes. Durant son intervention, M. Fauchon a fortement insisté sur l'immense responsabilité des dirigeants et des Gouvernements présents. « Pour la première fois, le problème de l'eau est abordé lors d'un Sommet de la Terre, mais nous devons aller plus loin, plus vite » a-t-il précisé, rappelant à son auditoire que le monde attend désormais des engagements et des solutions plutôt que des promesses vaines.

Ces trois recommandations ont directement été transmises par le Président du Conseil mondial de l'eau aux dirigeants et aux Gouvernements par le biais d'une des quatre tables rondes, présidée par le Prince Albert II de Monaco et le Président du Mozambique.

En septembre 2012, le Président du Conseil a de nouveau été invité au siège des Nations unies - à l'occasion de la 67^{ème} Assemblée générale. « Le temps des vœux pieux est terminé. Il est temps d'agir, de s'engager et de trouver des solutions » a-t-il déclaré lors d'une réunion de haut niveau portant sur la sécurité hydrique et alimentaire organisée par l'État du Qatar et le Secrétaire général des Nations unies. Parmi les participants figuraient : Ban Ki-moon, le Dr. Khaled Bin Mohamed Al-Attiyah, Ministre d'État des Affaires étrangères du Qatar et José Graziano da Silva, Directeur de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le Président a ensuite plaidé en faveur d'un Pacte pour la Sécurité de l'Eau que le Conseil prévoit de présenter aux Gouvernements, aux parlementaires, aux représentants locaux élus, aux dirigeants économiques et aux ONG. Il comprend six engagements précis.



L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT AU COEUR DES POLITIQUES NATIONALES ET LOCALES

Asie

Durant ces trois années, le Conseil a été le témoin d'une augmentation significative de l'intérêt porté par les dirigeants à la voix de l'eau, et de leur engagement croissant sous de multiples formes. En Asie, le Conseil a particulièrement été actif en rencontrant des représentants de haut niveau autour des thèmes de la sécurité de l'eau, de la croissance verte et de la durabilité des milieux naturels.

Le partenariat noué entre le Conseil et la Chine a permis la mise en place de nombreuses activités au cours de ce mandat. En 2009 s'appuyant sur un protocole d'accord signé avec M. Chen Lei, Ministre chinois des Ressources en Eau, le Conseil a collaboré avec le Ministère et les membres chinois du Conseil pour l'organisation de groupes de travail et de panels, sur l'accèsion des villes au réseau des autorités locales, et la participation aux Forums Mondiaux de l'Eau.

En 2010, le Président du Conseil et les membres du Bureau ont rencontré M. Hui Liangyu, Vice-Premier Ministre chinois. Durant trois années, le Conseil a accueilli plusieurs délégations chinoises et a été reçu par plusieurs hauts représentants chinois. Les discussions ont porté sur plusieurs initiatives thématiques telles que l'eau et les désastres, ou la participation à des événements internationaux tels que le Forum du Fleuve Yang-Tsé et le Forum du Fleuve Jaune en septembre 2012. A cette occasion, le Président du Conseil lors de la cérémonie d'ouverture a abordé dans son discours la nécessité d'avoir une eau saine et sûre, pour un monde lui-même plus sûr : « Pour garantir [...] une croissance juste et durable, il est primordial de disposer de ressources telles que l'eau et l'énergie. Pour qu'un avenir soit possible, l'eau et l'énergie sont des prérequis, une condition essentielle à la survie de l'espèce humaine, de la vie sauvage et de la nature. »

Lors de l'Exposition universelle de Shanghai de 2010, le Conseil a tenu le Pavillon Mondial de l'Eau grâce au soutien de ses membres chinois, du Ministère des Ressources en Eau chinois, des autorités du Bassin de Taihu, et des représentants de l'Autorité de l'eau de Shanghai. A cette occasion, le Ministère des Ressources en Eau chinois a mis à disposition un agent au siège du Conseil en 2012.

Par ailleurs, le Conseil a approfondi ses relations avec la Corée du Sud. En novembre 2010, un protocole d'accord a été signé avec la Corée du Sud pour le projet « Eau et Croissance verte ». La seconde phase de ce protocole a été signée en octobre 2012, faisant suite au succès de la phase I. La Corée du Sud a également été choisie par le Conseil d'administration pour accueillir le 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau. Loïc Fauchon a ainsi rencontré MM. Un-chan Chung, Premier ministre coréen et Myung-bak Lee, Président coréen.

Le Conseil a participé au Forum de l'eau des ministres d'Asie du Sud-Est, s'est rendu à trois reprises à la Semaine de l'Eau de Singapour à laquelle il a apporté sa contribution au travers d'interventions, d'interviews accordées aux médias asiatiques et de rencontres avec les représentants de ce continent, comme M. Vivian Balakrishnan, Ministre des Ressources en Eau de Singapour.



Les Pays Arabes

Tout au long de ce mandat, le Conseil a approfondi ses relations avec de nombreux pays arabes. En juillet 2010, le Président a fait un discours au Forum des dirigeants du secteur de l'eau, organisé par l'Académie arabe de l'eau à Abu Dhabi, appelant au renforcement des capacités et à la résolution des problèmes d'eau dans le monde arabe.



Fin 2011, le Président du Conseil a été invité à ouvrir le 2^{ème} Forum arabe de l'eau au Caire, et a insisté sur la nécessité de développer une authentique hydro-diplomatie arabe, rappelant la volonté du Conseil de travailler sur les problèmes transfrontaliers et d'entretenir le dialogue dans le bassin du Nil. À cette occasion, un protocole d'accord a été signé entre le Conseil des Ministres de l'Eau des pays arabes et le Conseil mondial de l'eau. Ce protocole a permis de réfléchir sur de nouveaux sujets, tels que l'impact de la désalinisation sur l'équilibre écologique des milieux naturels, les bénéfices économiques des transferts d'eau en grande quantité, ou la promotion de l'utilisation de sources d'énergie renouvelable pour assurer, traiter et purifier l'eau pour son utilisation agricole et domestique. Le Conseil a également rencontré MM. Amre Moussa, Secrétaire général de la Ligue Arabe et Al-Atfy, Ministre égyptien des Ressources en Eau et de l'Irrigation. Le Conseil a apporté son soutien à cette région en proposant d'organiser une réunion de haut niveau sur la gestion de l'eau entre Israël, la Palestine et la Jordanie, lors d'une rencontre avec le Ministre de l'Eau palestinien, à la fin de l'année 2011 à Marseille.

Tout en gardant à l'esprit le chemin parcouru par le Conseil depuis le premier Forum Mondial de l'Eau tenu au Maroc en 1997, l'organisation a souhaité manifester une forte présence lors du 1^{er} Forum méditerranéen de l'eau, qui s'est tenu à Marrakech en 2011. Dans le cadre du processus méditerranéen du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, l'importante mobilisation de la communauté méditerranéenne de l'eau a été manifeste. Le Président du Conseil a également accueilli M. Abdalilah Benkirane Premier ministre du Maroc, venu remettre le prix pour l'eau Hassan II, lors de la cérémonie d'ouverture du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau.

En 2012, et pour la première fois depuis la Révolution de jasmin, le Président du Conseil mondial de l'eau, accompagné de M. Hachmi Kennou, a effectué une visite officielle à Tunis en tant qu'invité d'honneur de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), qui a reçu le prix Hassan II. Le Président a ensuite été reçu en audience privée par MM. Hamad Jebali, Chef du gouvernement tunisien, Mamia El Banna, Ministre de l'Environnement et Mohamed Ben Salem, Ministre de l'Agriculture.

En mai 2012, le Président du Conseil a été invité en Algérie, par M. Abdelmalek Sella, Ministre de l'Eau. Suite à cette rencontre, la délégation s'est rendue à Ghardaïa pour visiter les infrastructures techniques. A l'initiative du Président, ces infrastructures ont été proposées comme « solutions » pour la plateforme interactive réalisée dans le cadre du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau.

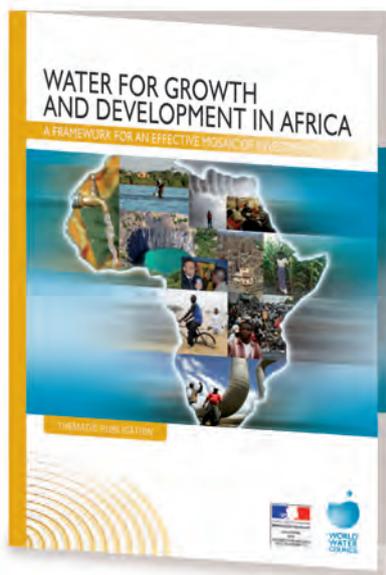




Fin juin 2012, le Conseil a tenu son 45^{ème} Conseil d'administration à Doha, au Qatar. Invité à s'exprimer à l'ouverture de la réunion, M. Fahad Bin Mohammed Al-Attiya, Président du Programme national de sécurité alimentaire du Qatar a réaffirmé l'engagement du Qatar sur les problématiques de la sécurité de l'eau et de l'alimentation et a présenté un ambitieux projet d'Alliance mondiale des pays désertiques (GDLA). « Au-delà de son rôle de partenaire, l'État du Qatar se veut être un véritable allié du Conseil mondial de l'eau. Vous pouvez compter sur notre total soutien » a déclaré le Président du programme. Le Président du Conseil a exprimé à son tour son souhait d'une collaboration plus étroite entre le Conseil et le gouvernement du Qatar.

Afrique

Durant les trois dernières années, le Conseil a renforcé sa présence en Afrique. Fin 2009, le Président du Conseil a été invité à Marrakech, au Maroc, pour participer à Africités, sommet des autorités locales africaines, afin de réitérer les messages du Conseil. En 2011, les représentants du Conseil ont été conviés à un forum organisé par la Fondation Chirac, sur la gestion de l'eau dans le bassin du Niger. En présence de quatre Chefs d'États africains, du Président de l'Union africaine et du Ministre français de la Coopération, le Conseil a présenté son rapport « L'eau pour la croissance et le développement en Afrique ».



DR

Avec cette publication, le Conseil a diffusé les principaux messages lors d'événements et de rencontres tels que le Forum de haut niveau pour l'Eau et l'Assainissement en Afrique, qui s'est tenu au Burkina Faso en 2011, lors d'une réunion de consultation avec les parties prenantes du processus régional Afrique du Forum Mondial de l'Eau en Gambie et lors du Congrès de l'Association africaine de l'eau en Ouganda. A l'occasion de ce congrès, le Président a dans son discours appelé les « voix africaines » à contribuer de manière significative au processus régional du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau par des solutions innovantes.

Le rapport Afrique est disponible sur le site internet du Conseil mondial de l'eau : www.worldwatercouncil.org

Amérique Latine

En mars 2010, pendant la Journée Mondiale de l'Eau, M. Jerry Delli Priscoli, membre du Bureau, a fait un discours au nom du Conseil pour le lancement de l'Agenda de l'Eau 2030 du Mexique, et ce, en présence du Président mexicain. L'événement a renforcé l'engagement du gouvernement mexicain pour qu'à l'avenir les ressources en eau soient sécurisées et abondantes. En novembre 2010, le Conseil a été invité à participer à la Conférence sur le Changement Climatique - COP-16 - à Cancún, au Mexique, avec plusieurs de ses membres. Durant cette conférence, les acteurs de l'eau, dont la CONAGUA (Commission Nationale de l'Eau du Mexique), ont pu ajouter des remarques sur les problèmes se posant à long terme dans la coopération hydrique.



DR

En 2011, les représentants du Conseil ont été officiellement reçus par le Ministre de l'Environnement et le Ministre de l'Intégration du Brésil. Au cours de cette visite, la délégation brésilienne a exprimé sa grande implication dans le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau auprès du Président du Conseil et du Président du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, également Vice-Président du Conseil mondial de l'eau. Pendant cette même visite, la délégation a parcouru plus de 5 000 kilomètres pour rencontrer plusieurs gouverneurs, maires et parlementaires. Elle a également assisté à plusieurs rencontres avec des ONG, des organisations professionnelles, des entreprises et des journalistes. Pas moins de 22 discours ont été prononcés devant des auditoires de plusieurs milliers de personnes. En 2012, M. Braga a été invité au 16^{ème} Congrès Mondial sur la Science alimentaire et la

Technologie à Foz do Iguaçu. « Sans un changement de direction rapide, notre planète pourrait devenir une victime passive, ce qui entraînerait des coûts importants et des risques majeurs » a-t-il déclaré dans un discours sur la sécurité alimentaire et hydrique.

GOVERNANCE LOCALE ET COOPÉRATION PARLEMENTAIRE

Les solutions aux problèmes liés à l'eau se manifestent de plus en plus au niveau local. Néanmoins, les autorités locales doivent améliorer leur capacité à gérer l'eau, une ressource dont la disponibilité est régulièrement limitée. Depuis sa dernière Assemblée générale, le Conseil mondial de l'eau a continué à aider les villages, les villes et les régions à développer leur capacité pour répondre aux défis posés par les problèmes liés à l'eau et à l'assainissement. Le point central de ce travail a été le soutien du Conseil au Pacte d'Istanbul pour l'Eau lancé en 2009 durant le 5^{ème} Forum Mondial de l'Eau d'Istanbul, en Turquie.

Le Conseil travaille depuis longtemps avec des partenaires tels que CGLU. A l'occasion du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau un protocole d'accord avait été signé entre le Conseil et CGLU afin de mobiliser de nouvelles autorités locales et régionales. Grâce à un travail de concertation avec des partenaires tels que M. Kadir Topbas, Maire d'Istanbul, ICLEI et des élus locaux, le Conseil a réalisé son souhait d'internationaliser le Pacte avec plus de 1 000 signataires à travers le monde. Un exemple de ce succès : au Brésil, plus de 90% des élus locaux de l'État de São Paulo ont signé le Pacte et l'ont adapté à leurs besoins spécifiques. Le processus a atteint son point culminant lors du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau par un message commun des autorités locales et régionales exprimant le souhait de renforcer les mécanismes de suivi à l'avenir.

Le message des autorités locales est disponible sur le site Internet du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau : www.worldwaterforum6.org

L'une des composantes de la stratégie du Conseil pour 2010-2012 a été d'améliorer la coopération interparlementaire pour adopter et améliorer les politiques et les législations concernant l'eau. Les parlementaires jouent un rôle essentiel en termes de législation, de gouvernance et de financement. Le processus parlementaire pendant le 5^{ème} Forum Mondial de l'Eau à Istanbul a fait émerger l'idée de mettre en place un organisme d'appui à la législation concernant l'eau, le Water Legislation Helpdesk. Ce mécanisme vise à renforcer l'implication des parlementaires dans toutes les politiques et lois liées à l'eau afin de mutualiser les expertises et identifier des solutions concrètes et innovantes. Les parlementaires impliqués dans ce processus ont demandé au Conseil de diriger et de mettre en place ce projet.

En 2010 et 2011, des discussions sur le concept et le processus ont été initiées avec des parlementaires au niveau régional. Un Forum de l'eau des parlementaires du monde Arabe a été organisé par l'Assemblée nationale du Liban, l'Association des Amis d'Ibrahim Abd El Al membres du Conseil mondial de l'eau et le Conseil lui-même. Le Parlement sud-coréen a ensuite organisé un dialogue avec ses députés à l'occasion de la réunion des Parlements pour l'Eau de 2010 en Asie où le Conseil était représenté par le gouverneur Pierre Victoria. En 2011, plus de 150 parlementaires se sont réunis au Conseil de l'Europe à Strasbourg, en France, permettant de définir les relations avec le Water Legislation Helpdesk, et de lancer le processus préparatoire du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau. Lors du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, des parlementaires du monde entier se sont engagés à mobiliser leurs Assemblées autour de la cause de l'eau et à soutenir des solutions précises apportées aux problèmes mentionnés dans leur déclaration. Cette déclaration souligne en particulier l'importance du Water Legislation Helpdesk, outil d'échange de connaissances créé par le Conseil mondial de l'eau. Il aidera les parlementaires nationaux à échanger leur savoir-faire et leurs bonnes pratiques dans le domaine de la gouvernance de l'eau. Un premier prototype a été présenté pendant la Conférence Parlementaire du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau.

Le Manifeste Parlementaire est disponible sur le site Internet du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau : www.worldwaterforum6.org





© WWF/Asia Pacific



RÉPONDRE AUX DÉFIS MONDIAUX

Faire de l'eau une priorité est la raison d'être du Conseil mondial de l'eau, et ce depuis sa création. Pour le mandat 2010-2012, le Conseil d'administration s'est penché sur les problèmes émergents, tels que les liens entre l'eau et l'énergie, l'adaptation aux changements climatiques, la sécurité alimentaire et la santé, la croissance verte et le problème du financement de l'eau pour tous. Le Conseil mondial de l'eau s'est plus particulièrement intéressé à deux thèmes pour faire campagne ces dernières années, le droit à l'eau et à l'assainissement et une meilleure gestion des risques. Il est à noter que la Communauté internationale accorde de plus en plus d'importance à ces sujets. Le Conseil continue ainsi de jouer un rôle essentiel dans l'identification des futurs enjeux de l'eau et de leurs réponses tout en s'efforçant de satisfaire les objectifs existants.

LE DROIT À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT : « LES ROBINETS AVANT LES FUSILS »

Depuis 1996, le Conseil mondial de l'eau s'efforce de faire de l'accès à l'eau et à l'assainissement un droit universel. En 2010, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution déclarant que le droit à l'eau potable et salubre était un droit de l'homme et a demandé aux États et aux organisations internationales de fournir les ressources financières, les capacités humaines et les technologies nécessaires à sa réalisation. Le Conseil s'est félicité de cette résolution et s'est réjoui de voir une partie de ses efforts porter ses fruits. Pour s'assurer que le droit à l'eau et à l'assainissement reste sous les projecteurs, le Conseil a constitué un groupe de travail dirigé par le gouverneur Pierre-Frédéric Tenière-Buchot. En parallèle, le groupe de travail du Conseil dédié à l'assainissement a rédigé un « Livre Blanc » sur les questions clés à aborder pour faire avancer le droit à l'assainissement.

Au-delà des orientations théoriques, il est essentiel que des mesures pratiques soient mises en place pour faire de ce droit une réalité. Le devoir du Conseil est de s'assurer de la mise en œuvre de solutions concrètes. Lors du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, le Conseil a lancé de nombreuses initiatives telles que la nomination d'un comité de haut niveau en collaboration avec Catarina de Albuquerque, Rapporteuse Spéciale des Nations unies sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement, et la traduction française de son livre « Droit au but ». En 2012, le Conseil a produit « Message in a bottle », un outil pédagogique sur le droit à l'eau. Il a été créé pour les écoles secondaires et comprend un dessin animé éducatif primé, et dix-sept fiches pour mieux comprendre le sujet. Le Conseil a également produit un web documentaire - « L'eau a le droit » - qui présente l'évolution du droit à l'eau et à l'assainissement au cours des dix dernières années et les solutions apportées pour en faire une réalité. Le documentaire est disponible à l'adresse suivante :

www.leau-a-le-droit.com



LA SÉCURITÉ DE L'EAU : DURABILITÉ ET CROISSANCE POUR UN MONDE SOUFFRANT DE LA FAIM ET LA SOIF



La croissance démographique, le développement urbain, les nouveaux modes de vie, les schémas de consommation et le développement économique sont des facteurs qui contribuent à augmenter les besoins en eau, en énergie et en nourriture. Dans ce contexte, une attention particulière doit être portée aux interactions entre ces secteurs. En 2009, les membres du Conseil demandèrent à ce qu'il y ait une meilleure orientation et coordination entre ces domaines d'interventions. En juin 2010, à Marseille, la FAO a organisé une première réunion visant à mettre en place un consortium chargé de promouvoir l'agriculture lors du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau. Plusieurs réunions suivirent afin d'identifier des solutions concrètes et des engagements réels pour relever le défi.

Le Conseil mondial de l'eau a signé deux protocoles d'accord pour des approches multisectorielles concernant l'eau et l'énergie : le premier avec le Conseil mondial de l'énergie et le second avec Électricité de France.

Le Cercle Français de l'Eau a étudié cette dernière question lors d'une conférence sur l'eau et l'énergie en 2010. Ce nexus est essentiel à l'analyse faite dans le rapport « L'eau pour la croissance et le développement en Afrique ».



Tout au long de 2010 et 2011, le Président du Conseil a rappelé aux participants des grandes manifestations internationales que ce sont généralement les mêmes populations qui souffrent de la famine et qui n'ont pas accès à l'eau et à l'énergie. Ces problèmes ont aussi été abordés auprès de représentants de haut niveau tels que Jacques Diouf, ancien Directeur général de la FAO. Fin 2011, le Conseil a été invité au Forum mondial sur l'environnement de l'OCDE qui avait pour thème : « Réaliser la réforme de l'eau ». Le premier jour, Mme Eun-Kyung Park a participé à un panel en qualité de membre du Bureau et le Président du Conseil a donné un discours et a participé à un débat avec le Prince d'Orange.

En 2012, le Conseil était présent à la 4^{ème} Conférence annuelle mondiale de l'eau, présidée par la Robert B. Daugherty Water for Food Institute et la Bill & Melinda Gates Foundation. Près de 550 experts issus de 28 pays se sont regroupés pour échanger sur la manière dont les avancées de la science, des technologies et des politiques pouvaient aider l'agriculture irriguée et pluviale à nourrir de manière durable un monde souffrant de la faim et de la soif.

AFRIQUE : L'EAU POUR LA CROISSANCE ET LE DÉVELOPPEMENT

« Avec ou sans Copenhague, avec ou sans climat, il faut plus d'argent pour l'eau et pour l'énergie » a affirmé le Conseil dans une déclaration lors du 15^{ème} Congrès de l'association africaine de l'eau, en mars 2010. Suite à la COP de décembre 2009, le Conseil voulait encourager les voix africaines pour l'eau à contribuer au processus régional du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau. De nombreux pays tels que le Congo, le Tchad, le Niger et la Côte d'Ivoire se sont engagés à augmenter dans leurs budgets nationaux les financements dédiés au secteur de l'eau. La France a promis 40 millions d'euros à l'Afrique dans le cadre de son aide publique au développement. Cet engagement fût favorablement accueilli par le Conseil mondial de l'eau qui avait préparé un rapport sur « L'eau pour la croissance et le développement en Afrique », présentant les meilleures solutions pour employer ces fonds. Le rapport a été préparé en partenariat avec le Ministre français des Affaires étrangères, et propose un cadre pour la prise de décisions financières afin d'assurer la sécurité hydrique, humaine et économique.

Le rapport Afrique est disponible sur le site Internet du Conseil mondial de l'eau : www.worldwatercouncil.org



CLIMAT : L'EAU AU CŒUR DES DÉBATS

L'eau est essentielle au développement et constitue le principal vecteur du changement climatique pour les sociétés et les économies. Grâce aux efforts du Conseil pour apporter une meilleure compréhension du problème lors du mandat écoulé, l'organisation a montré à la communauté internationale des résultats positifs de l'adaptation au changement climatique, comme première conséquence de la crise de l'eau. A l'occasion des COP-15 et COP-16, le Conseil a fait remarquer qu'un investissement averti dans les infrastructures de l'eau pouvait faciliter l'adaptation au changement climatique à un coût potentiellement bas. Le Conseil a démontré que la communauté de l'eau faisait des progrès dans l'adaptation aux effets du changement climatique, tout comme la Banque Mondiale, AWRA, WWF, WWAP, OMM, GWP, et la Bafd.

Le Conseil a également participé aux 4^{èmes} Rencontres internationales des experts sur « La gestion de l'eau et le changement climatique », à Saragosse en 2011. Au cours de ces rencontres, le Président du Conseil a rappelé aux participants qu'il était essentiel d'établir une relation plus étroite que par le passé entre l'eau et l'énergie. Il est primordial de débattre et de mettre en place un pack « eau-énergie-climat », en prévision de la COP-18.



GESTION DES RISQUES : LES MEMBRES DU CONSEIL PRÉSENTS SUR LE TERRAIN ET DANS LES DÉBATS



« Les catastrophes naturelles sont inévitables. Les taux élevés de mortalité et de destruction ne le sont pas. Une activité humaine mal avisée peut à la fois engendrer voire accélérer les conséquences d'une catastrophe liée à l'eau » affirmait en 2009 le rapport de l'UNSGAB, le groupe d'experts de haut niveau sur l'eau et les catastrophes. En 2010, lorsqu'un violent tremblement de terre a frappé Haïti et que le Pakistan a subi de graves inondations, l'expertise du Conseil a été sollicitée pour fournir de l'eau potable aux victimes et apporter aide et soutien à la reconstruction. En 2011, une délégation du Conseil a été invitée en mission au Japon pour analyser les impacts du tsunami qui avait dévasté la côte nord-est du pays, et plus particulièrement les infrastructures d'adduction en eau et d'assainissement de Fukushima.

Les résultats de la mission ont été présentés lors du panel de haut niveau de l'UNSGAB au 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, par le Conseiller spécial pour l'eau et l'assainissement du Secrétaire général des Nations unies. Durant la session, les participants ont souligné trois principaux champs d'action : la préparation aux catastrophes, l'évaluation de l'assistance fournie avant et après la catastrophe et la coordination sur place des activités des secouristes. Cette session comprenait également un discours filmé du Prince du Japon, qui a rendu hommage aux victimes de Fukushima et a encouragé l'auditoire à « retenir les leçons du passé. » Les observations des participants aux discussions et les débats qui ont suivi, portèrent sur la notion de gouvernance de l'eau, plus particulièrement le besoin, en situation de catastrophe, d'impliquer les Gouvernements et les autorités locales, mais également le secteur privé - propriétaire de certaines infrastructures - et, surtout, les populations atteintes. Telles sont les voies à suivre pour la préparation du 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau en 2015.

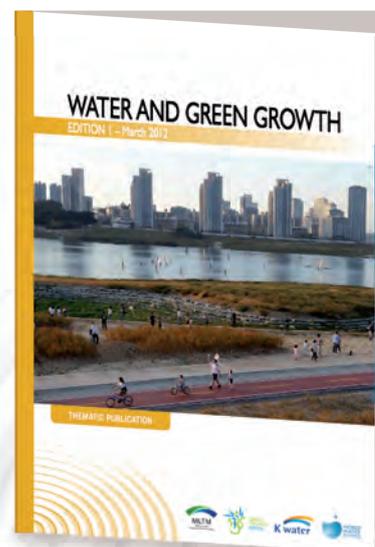
En Europe, le Conseil a participé à un débat d'experts baptisé « Medflood », organisé par le Groupe d'approvisionnement en Eau de Marseille, en janvier 2012. Le groupe s'est spécialisé dans la gestion des risques naturels dans le bassin méditerranéen.

CROISSANCE VERTE : LE RÔLE ESSENTIEL DE L'EAU

La « croissance verte » est un concept qui a évolué en réponse aux coûts environnementaux élevés du développement économique et urbain de ces dernières décennies. L'eau joue un rôle essentiel pour la croissance verte. En investissant de manière raisonnée dans des infrastructures hydrauliques et dans la sécurité hydrique, on soutient le développement économique et social tout en permettant la protection des milieux naturels et de ses apports.

En 2011 et 2012, le Conseil mondial de l'eau a étudié, dans le cadre d'un protocole d'accord décliné en plusieurs phases en partenariat avec le gouvernement coréen, le rôle des ressources en eau comme catalyseur d'une croissance économique durable. Le projet consistait à étudier des cas précis, analyser leurs points de convergence et développer un cadre d'action politique.

La « croissance verte » était un sujet très populaire au 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, occupant pas moins de 20 heures de sessions et d'évènements, avec de nombreuses références au Sommet de la Terre Rio+20. Le Conseil mondial de l'eau, en partenariat avec le gouvernement coréen, a contribué à cette ferveur par le lancement de son rapport sur L'Eau et la Croissance Verte et son Résumé, au pavillon coréen. Le rapport a également été présenté officiellement lors d'une session intitulée « Développer un cadre politique pour l'eau et la croissance verte ».





Le Conseil a organisé un panel de haut niveau qui s'est tenu en mars 2012. Le groupe souhaitait élargir la discussion et créer une dynamique mondiale afin que l'eau, en tant qu'élément essentiel de la croissance verte, bénéficie d'une plus grande attention, en particulier lors de la Conférence de Rio+20 sur le développement durable. Parmi les participants, figuraient le Dr Han Seung-soo, ancien Premier ministre coréen, MM. Brice Lalonde, Coordinateur exécutif des Nations unies pour Rio+20, Jae-Hyang So, Manager du programme sur l'eau et l'assainissement de la Banque Mondiale et Fernando Veiga de l'organisation Nature Conservancy.

La phase 2 du protocole d'accord sur L'Eau et la croissance verte a été signée en octobre 2012 et une réunion du Comité de Direction a eu lieu avant la 6^{ème} Assemblée générale du Conseil mondial de l'eau.

[Le rapport sur la Croissance verte est disponible sur le site Internet du Conseil mondial de l'eau : www.worldwatercouncil.org](http://www.worldwatercouncil.org)

FINANCER L'EAU : DES SOLUTIONS LOCALES ET DES INVESTISSEMENTS ÉQUILIBRÉS

En 2010, le Conseil mondial de l'eau a entamé une collaboration avec le Programme des Nations unies pour le Développement dans le cadre de l'initiative « 1% pour l'objectif 7C » participant ainsi à la création d'un mécanisme de collecte de fonds pour les autorités locales qui s'engagent à accomplir la cible C de l'Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD) #7 : **réduire de moitié le nombre de personnes qui n'ont pas un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement**. L'idée principale de cette initiative est d'élargir l'utilisation de la loi Oudin-Santini, qui permet aux autorités locales de mobiliser 1% de leur budget en eau et assainissement en faveur de projets de développement internationaux. Le Conseil fait partie du Comité de direction de ce fonds mondial dont la première réunion s'est tenue au siège du Conseil en 2011.

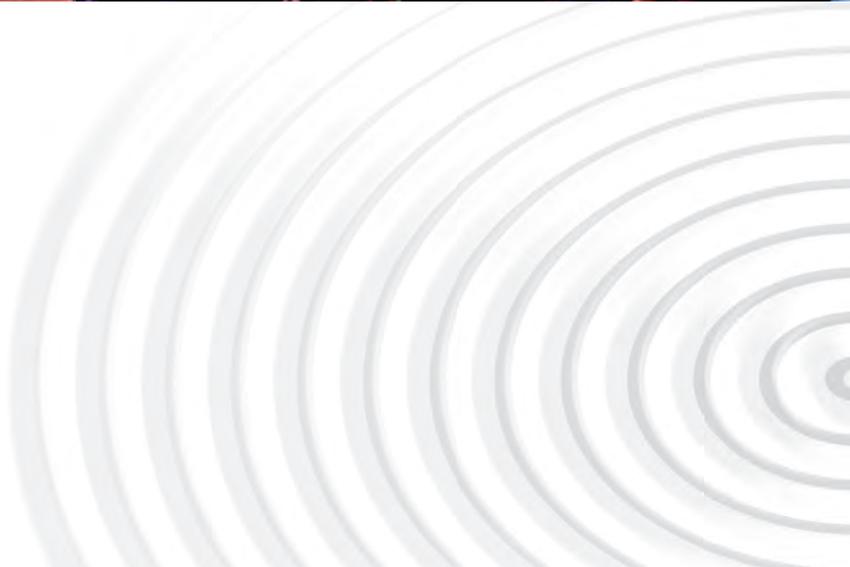
Le Conseil a fait avancer la question des financements à travers la préparation et la publication de son rapport « L'eau pour la croissance et le développement en Afrique », préparé conjointement avec le Ministre français des Affaires étrangères. Le rapport démontre qu'un système d'investissement efficace doit pouvoir s'adapter à différents niveaux et contextes. Des choix d'investissements équilibrés auront un impact maximum sur le développement en Afrique.



cc: Bryan Kennedy



© WWC / Sigrun Sauerzapfe



RÉALISER

LES FORUMS MONDIAUX DE L'EAU

Le mandat passé a concerné trois forums : l'organisation et la participation au 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, la sélection du pays et de la ville hôtes du 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau et l'appel à candidatures pour l'accueil du 8^{ème} Forum Mondial de l'Eau.

6^{ÈME} FORUM MONDIAL DE L'EAU : DES SOLUTIONS AUX ENGAGEMENTS

En mars 2012, le Conseil mondial de l'eau a co-organisé le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau avec le gouvernement français et la Ville de Marseille. Placé sous le thème des solutions, le Forum a rassemblé 15 Chefs d' États, de gouvernements et des commissaires européens pour près de 20 000 participants issus de 145 pays, avec plus de 750 élus, 142 délégations ministérielles, 3 500 représentants d'ONG et 2 600 jeunes et enfants, réunis autour d'une même ambition : faire avancer la cause de l'eau et de l'assainissement à travers des solutions et des engagements concrets.

Durant trois ans, le Bureau, les gouverneurs et les membres du Conseil mondial de l'eau ainsi que le Comité International du Forum (CIF), présidé par le Vice-Président du Conseil mondial de l'eau et ses gouverneurs, ont contribué à la réussite du Forum. Grâce à leur participation active pour le lancement, les réunions de coordination thématiques et régionales, les ateliers, les comités, le développement des sessions, les comités préparatoires, les réunions de processus politique et les sommets régionaux, ils ont assuré un développement et une mise en œuvre efficace du Forum. Le processus très complet de préparation a permis à chacun de s'exprimer et de faire avancer la cause de l'eau.

Le Conseil mondial de l'eau a assuré une grande visibilité au 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau et a continué à communiquer par le biais de rapports publiés à la suite du Forum : « Les temps forts du Forum » et le « Global Water Framework de Marseille ». Le Conseil a également signé un protocole d'accord avec le CIF pour encadrer son rôle dans le processus de suivi du Forum.



ENGAGEMENTS

En accord avec ses activités pendant le Forum, le Conseil s'est engagé pour l'avenir de l'eau :

Plateforme et Village des solutions

Le Conseil s'est engagé à travailler sur la Plateforme des Solutions qui est une plateforme communautaire en ligne destinée à collecter des solutions aux problèmes liés à l'eau et le Village des Solutions. Pendant la semaine du Forum, le Village a accueilli les participants au Forum pour des expositions, des activités et des rencontres. Cette idée initiée par le Conseil illustre une sélection de 70 solutions pour l'eau, choisies parmi 1 400 propositions reçues suite à l'appel à solutions. Sept espaces de sensibilisation composaient ce village de 4 000 m² : le bidonville, l'école, l'Agora, la bibliothèque, la mairie, l'usine et la banque. Chaque espace présentait des solutions liées à son thème.

Objectifs : 5000 Signatures pour le pacte d'Istanbul pour l'Eau

Dans le cadre du processus politique du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, le Conseil mondial de l'eau a co-organisé avec CGLU la 3^{ème} Conférence internationale des autorités locales et régionales pour l'eau pendant la semaine du Forum. Près de 350 élus locaux et régionaux venus des cinq continents se sont rencontrés pour accroître la mobilisation internationale des autorités locales et régionales dans le secteur de l'eau et de l'assainissement et renforcer les engagements passés du Pacte d'Istanbul pour l'eau. Fin 2012, le Pacte réunissait plus de 1 100 signataires. Le Conseil s'est fixé comme objectif d'atteindre les 5 000 signatures pour le 7^{ème} Forum en 2015.



Elargir le 1% pour l'Eau : la Loi Oudin-Santini

Le Conseil mondial de l'eau s'est engagé à étendre l'initiative « 1% pour l'objectif 7C » à l'échelle européenne. Ce cadre législatif initialement français, appelé loi Oudin-Santini, participe à la création d'un mécanisme de collecte de fonds pour les autorités locales.

Campagne pour constitutionnaliser le Droit à l'Eau

Avec l'objectif de promouvoir davantage le droit à l'eau potable et à l'assainissement, le Conseil mondial de l'eau a lancé plusieurs initiatives lors du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, comme son panel de haut niveau. Le Conseil s'est également engagé à lancer une campagne pour encourager les États à inscrire le droit à l'eau dans leur Constitution.

Coopération avec le Conseil Mondial de l'Énergie

Pour assurer l'avenir, l'eau et l'énergie sont des prérequis, c'est pourquoi le Conseil s'est engagé à travailler avec le Conseil mondial de l'énergie.

Une meilleure représentation de la Jeunesse

Le Conseil a proposé d'intégrer plus de jeunes à son Conseil d'administration pour s'assurer de leur représentation et de leur participation, et œuvrer au transfert de savoir-faire et de connaissances.



Développement du Water Legislation Helpdesk

Les parlementaires du monde entier se sont engagés à mobiliser leurs Assemblées nationales pour la cause de l'eau, et à soutenir des solutions spécifiques aux problèmes liés à la gouvernance de l'eau par le biais d'une déclaration commune lors du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau. La déclaration souligne, en particulier, l'importance du Water Legislation Helpdesk, outil de partage des connaissances créé par le Conseil mondial de l'eau, qui s'est engagé à poursuivre ce projet.

Le Pavillon du Conseil

Avec le soutien et l'énergie de nombre de ses membres, le Pavillon Grâce au soutien et à l'énergie de nombreux de ses membres, le Pavillon du Conseil mondial de l'eau débordait d'animations intéressantes qui se sont déroulées toute la semaine, des activités pédagogiques pour les enfants, des présentations et des débats conduits par les membres et les partenaires, divers événements, des dédicaces de livres et des rencontres. Des centaines de participants ont admiré la chute d'eau en pixels, qui épelait des mots par des gouttes d'eau sur plusieurs mètres de haut. Les membres ont également eu l'opportunité d'échanger entre eux toute la semaine, et ce plus particulièrement pendant le cocktail organisé en leur honneur au Palais de la Bourse de Marseille.



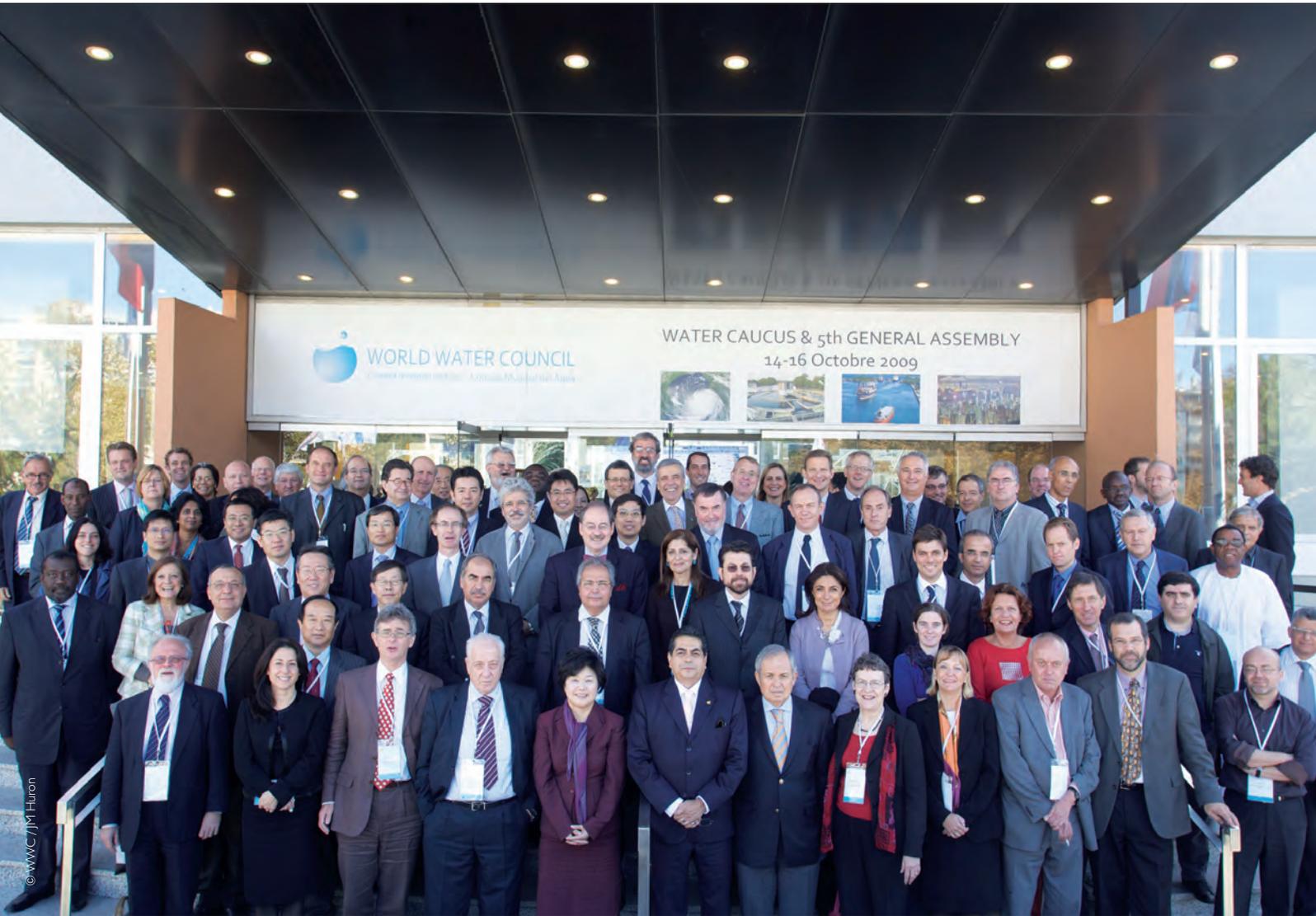
7^{ÈME} FORUM MONDIAL DE L'EAU

Le processus de sélection pour le 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau a été officiellement lancé en juillet 2010 par un large appel à candidatures. Au terme d'un rigoureux processus de sélection, la République de Corée (Ville de Daegu dans la Province de Gyeongsangbuk-do) a été choisie en novembre 2011 par le Conseil d'administration du Conseil pour accueillir le 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau. Depuis cette sélection officielle, les membres du Bureau du Conseil ont été reçus par le Vice-Gouverneur de Gyeongbuk et le maire de Daegu lors de leur visite en Corée en mai 2012. Ils se sont également rendus au centre de conférence ExCo où se tiendra le 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau. Le premier Comité International de Pilotage par intérim s'est réuni à Séoul en octobre 2012.



PROCESSUS DE SÉLECTION DU 8^{ÈME} FORUM MONDIAL DE L'EAU

Au dernier trimestre 2012, le Conseil a lancé un appel à manifestation d'intérêts pour accueillir en 2018 le 8^{ème} Forum Mondial de l'Eau. Les premières expressions d'intérêt reçues au siège à Marseille ont été émises par le Brésil, la Colombie, le Danemark, le Qatar, la Fédération de Russie, la République slovaque, la République de Slovénie, la République arabe syrienne, la République de l'Union du Myanmar. Au terme de cet appel, le Bureau du Conseil a recommandé au Conseil d'administration de retenir le Brésil, le Danemark, le Qatar et la Fédération de Russie qui répondaient aux critères de sélection exigés dans l'appel.



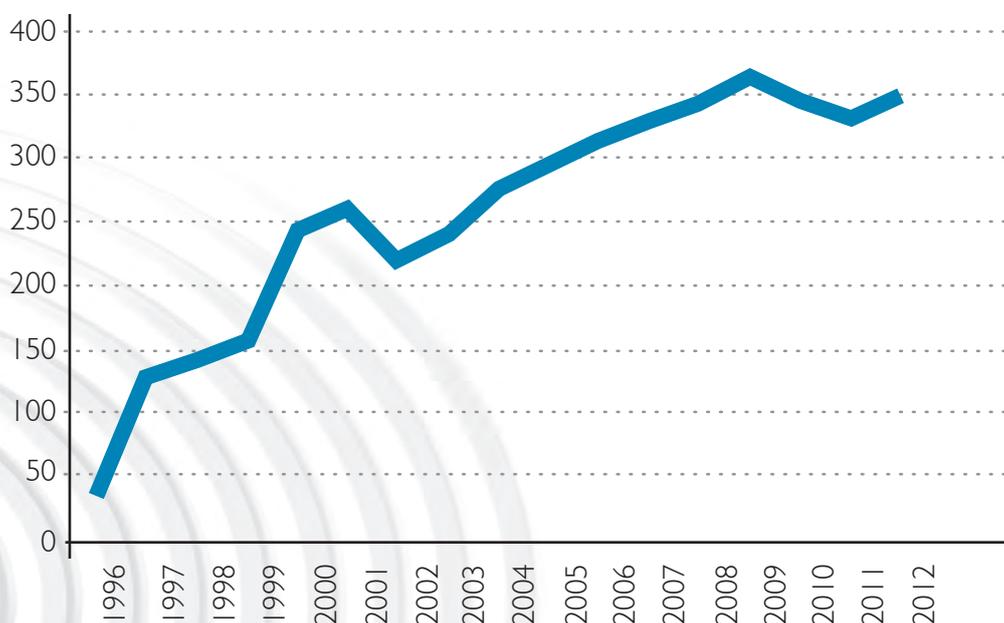
© WWC / JM Huron



DES MEMBRES DE DIVERS HORIZONS

Le Conseil réunit aujourd'hui 350 organisations membres issues de plus de 60 pays. Les membres représentent des organisations internationales et intergouvernementales reconnues, des gouvernements et des autorités gouvernementales, des entreprises et des opérateurs, la société civile et des associations de consommateurs, des associations professionnelles et des institutions académiques. Les membres constituent un réseau multisectoriel et multipartite qui s'efforce de faire avancer les réponses aux problèmes de l'eau et de faire entendre la voix de l'eau. Ces trois dernières années, le Conseil a réalisé un effort important pour revoir sa base d'adhérents. Il s'agissait de relancer les membres qui avaient pris du retard dans leurs cotisations, de réviser les frais d'adhésion au Conseil, et de mener une discussion sur les bénéfices et l'intérêt stratégique d'une inscription, en plus de l'organisation d'événements spécifiques pour ses membres.

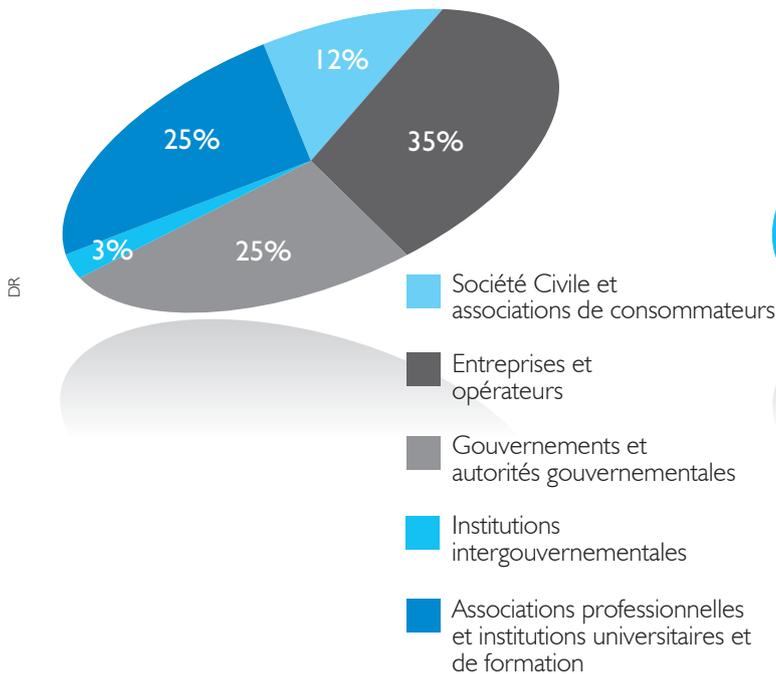
AUGMENTATION DES ADHÉSIONS



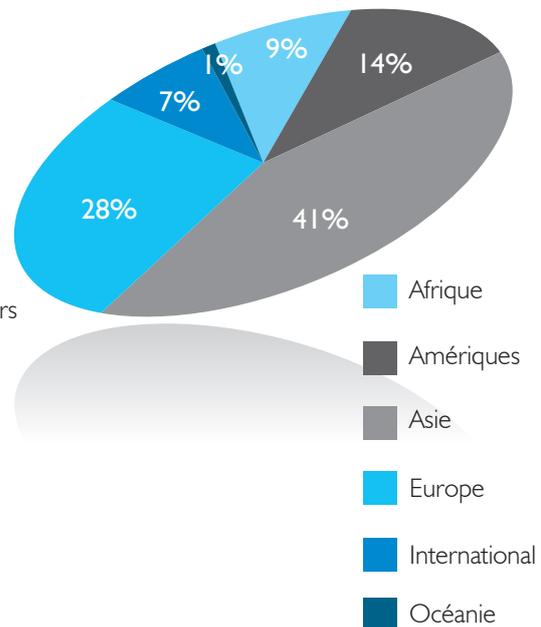
CROISSANCE ET IMPLICATION

Le Conseil mondial de l'eau compte parmi ses membres certaines des organisations les plus connues et les plus actives dans le domaine de l'eau, au niveau mondial. Entre 2010 et 2012, plusieurs organisations importantes ont rejoint le Conseil, particulièrement des organisations coréennes, françaises et brésiliennes. Parmi les autres pays membres, on compte la Turquie, le Japon, l'Espagne ou le Danemark. Ces nouvelles organisations comprennent, entre autres, Banco do Brasil, Action contre la faim, Associacao Brasileira da Infraestrutura e Indústrias de Base, la Fondation Chirac, Électricité de France, Gyeonngju City, Danish Water and Wastewater Association, l'Institut Qatari de recherches environnementales et énergétiques, et l'Observatoire du Sahara et du Sahel.

MEMBRES PAR COLLÈGE



MEMBRES PAR CONTINENT



ACTIVITÉS DES MEMBRES ET REFORME STRUCTURELLE

En janvier 2010, le Conseil d'administration du Conseil mondial de l'eau a approuvé sa stratégie pour 2010 – 2012. À travers ses objectifs stratégiques, il a proposé une série d'actions pour lesquelles la collaboration entre les membres du Conseil et les partenaires est essentielle. La poursuite de leur engagement et de leur contribution financière par le biais de leur adhésion ont été considérées comme des aspects clés pour la réussite des objectifs définis dans la stratégie. Pour cette raison et dans un souci de cohérence avec les adhésions aux autres organisations, il a été suggéré de revoir la structure d'adhésion au Conseil. De nouveaux tarifs ont été proposés en fonction du type de collège, du chiffre d'affaire annuel brut des organisations ou du PIB du pays pour les gouvernements et les autorités gouvernementales.



Lors de la 38^{ème} réunion du Conseil d'administration, à San Francisco, et en conformité avec le règlement, il a été décidé que les membres qui n'avaient pas payé leur adhésion depuis plus de deux ans ne pourraient plus être considérés comme membres du Conseil mondial de l'eau. Cela a diminué le nombre de membres. Néanmoins, il apparaît que les membres restant sont bien plus assidus et impliqués dans les activités du Conseil. Un des exemples les plus frappants a été la présence des 140 participants à la réunion des membres qui s'est tenue à Marseille en juin 2011. Plusieurs enquêtes ont été menées pour consulter les membres sur leurs attentes et leur niveau de satisfaction concernant leur adhésion. L'une de ces enquêtes a indiqué que 87% des membres souhaitaient être davantage impliqués dans les activités du Conseil et voulaient y participer plus fortement.



Lors du mandat 2010-2012, les membres ont régulièrement été invités à différentes manifestations telles que la journée des membres à Shanghai en 2010, la réunion des membres à Marseille en juin 2011, et des réunions lors de la Semaine mondiale de l'eau de Stockholm. Plusieurs rencontres ont également été organisées par le Président du Conseil et le Vice-Président pendant leurs visites, notamment avec les membres coréens en juillet 2010 et en mai et octobre 2012. Des rencontres ont aussi été organisées avec les membres espagnols en février 2011, avec les membres japonais en avril 2011, et avec les membres brésiliens en septembre 2011.



Le Président du Conseil mondial de l'eau, les gouverneurs et le secrétariat ont intensifié leur communication avec les membres durant ce mandat. Un communiqué a été envoyé aux membres en moyenne une fois par mois, soulignant les opportunités de s'impliquer dans les activités du Conseil, du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau ou simplement pour les informer des activités des représentants du Conseil. Fin 2010, plusieurs gouverneurs ont participé à une importante opération d'implication des membres sous les encouragements du gouverneur Ken Reid. Ils ont chacun contacté dans leur région respective un membre qui n'était pas à jour dans ses cotisations. Cette action a eu un résultat positif, puisque plusieurs membres se sont ainsi sentis plus impliqués et ont renouvelé leur adhésion.



© Celine Dubreuil



SENSIBILISER SUR LES PROBLÈMES DE L'EAU

Sensibiliser les individus et impliquer les citoyens sur la crise de l'eau a été l'un des objectifs stratégiques du Conseil pendant le mandat 2010-2012. Le Conseil a travaillé en étroite collaboration avec ses membres et ses partenaires pour soutenir, promouvoir et s'engager sur ce sujet à travers des actions de communication. Les grandes manifestations internationales ont été le principal vecteur de ces activités, combiné à une sensibilisation par les médias, une mise à jour de l'identité visuelle et un renouvellement stratégique du site Internet.

L'EAU SOUS LES PROJECTEURS : LE CONSEIL PRÉSENT DANS LES GRANDS ÉVÉNEMENTS INTERNATIONAUX

Le Conseil a été continuellement présent aux manifestations et rencontres internationales pour diffuser son message durant ce mandat. Parmi ces événements, l'Exposition universelle de Shanghai de 2010, les Journées mondiales de l'eau, célébrées tous les ans le 22 mars, Live Earth en 2010 et la Journée de la Terre.

Lors de la cérémonie d'ouverture de l'Exposition de Shanghai en 2010, en Chine, le drapeau du Conseil mondial de l'eau a flotté à côté de ceux de 190 nations et de 50 organisations internationales. Plus de 70 millions de personnes ont visité la plus grande Exposition universelle de l'histoire. Environ un demi-million de ces visiteurs, comprenant de nombreux jeunes, ont été informés des problèmes de l'eau dans le monde. La contribution du Conseil mondial de l'eau à cette exposition s'est concentrée sur la sensibilisation aux rôles de l'eau et de l'assainissement dans la création de « Villes meilleures pour une Vie meilleure ». Le Pavillon mondial de l'eau a été créé avec le soutien des membres chinois du Conseil et a mis en relief les problèmes liés à l'eau et les solutions trouvées à travers le monde, par l'intermédiaire de films, de présentations et d'activités éducatives. Sept membres du Conseil mondial de l'eau ont saisi cette opportunité pour échanger avec les visiteurs en organisant des rencontres et des activités sur le site. À cette occasion, le Conseil a également organisé un concours photo et a reçu plus de 400 photos provenant de 55 pays différents.



Le Conseil a profité de la Journée mondiale de l'eau pour diffuser son message en accord avec les thèmes de ces journées. En 2010, la Journée mondiale de l'eau était dédiée à la qualité de l'eau. Un kit promotionnel avait été préparé par les membres du Bureau du Conseil et distribué à tous les membres. En 2011, le thème portait sur l'eau et les villes. Le Conseil a communiqué sur ce sujet par des activités organisées au Cap, en Afrique du Sud. En 2012, la Journée mondiale de l'eau était coordonnée par la FAO qui avait invité le Président du Conseil à intervenir pendant sa conférence sur l'eau pour l'alimentation. Le Conseil a également participé à d'autres manifestations majeures: le CSD-18 et 19, Rio+20, les Semaines de l'eau de Singapour, la Semaine africaine de l'eau, le 2^{ème} Forum international de l'eau d'Istanbul, les Semaines mondiales de l'eau de Stockholm, les Assemblées générales des Nations unies, et le Forum du Fleuve Jaune. Pendant ces manifestations, les représentants du Conseil ont souvent été invités à porter la voix de l'eau dans des conférences et des cérémonies d'ouverture ou de clôture.

COMMUNICATION EXTERNE : SE CONCENTRER SUR L'IDENTITÉ VISUELLE ET LE MONDE NUMÉRIQUE

En 2010, le Conseil a fait un premier pas en direction d'un renouvellement de son identité visuelle qui est une part importante de son image. L'identité visuelle regroupe les composantes graphiques qui, ensemble, fournissent les moyens d'identifier et de représenter une marque, y compris les éléments de base : le logo, les symboles, les couleurs et les polices d'écriture. Pour rester à jour, le Conseil a donc retravaillé certains éléments de son identité visuelle.

L'information numérique en réseau modifie les économies, les marchés, la culture et les sociétés. La grande variété de médias numériques auxquels les gens ont accès a explosé ces dernières années grâce aux systèmes de distribution gratuits et mondiaux. Ces nouveaux médias sont interactifs, en phase avec la société et radicalement différents des anciens archétypes de médias. Pour continuer à être reconnu au niveau international et faire partie d'une culture mondiale, le Conseil a décidé de rénover son site Internet. Le nouveau site est plus dynamique, plus facile d'utilisation et possède des fonctionnalités telles que la connectivité avec les réseaux sociaux et des pages événements.



FAIRE CONNAITRE LES PROBLÈMES DE L'EAU AU MONDE ENTIER : LE CONSEIL ET LES MÉDIAS

Les médias modifient la perception du monde qui nous entoure et nous informe des enjeux à venir où l'eau tient un rôle essentiel. Cependant, dans une société saturée d'informations, l'eau occupe un espace trop faible ou seulement pour évoquer des crises. En 2010, 2011 et 2012, le Conseil a fait en sorte d'orienter l'attention des médias sur un éventail de questions plus larges qu'une seule perspective alarmiste. Ayant pour toile de fond l'urgence de la situation hydrique, le Conseil a pris le contre-pied d'une presse pessimiste par des interventions plus positives en prônant un engagement proactif plutôt que des actions guidées par des menaces. Dans cette perspective, le Conseil a fourni aux agences de presse et aux principaux journalistes internationaux un accès direct à des études de cas emblématiques et pertinentes, et une information synthétique et approfondie.



Le Water Media Center du Conseil mondial de l'eau, source d'informations en ligne destinées aux journalistes sur les problématiques de l'eau, a été fréquemment utilisé. Il continue d'attirer des journalistes du monde entier par ses documents d'information, ses photos de presse, ses vidéos et ses parutions presse. Ce site Internet présente les membres et le porte-parole du Conseil tout en offrant des possibilités pour d'éventuelles interviews. Le site Internet est régulièrement utilisé et particulièrement lors de manifestations majeures telles que le Forum Mondial de l'Eau. Il propose un système de recherche d'informations pour les journalistes et permet au Conseil de leur communiquer directement ses documents de presse. Le résultat de cette couverture médiatique élargie a permis d'atteindre de nouveaux publics.



Au cours des trois dernières années, les représentants du Conseil ont souvent été sollicités pour écrire des articles de fond et contribuer à divers projets médiatiques liés à l'eau. Une de ces participations est illustrée dans le numéro spécial dédié à l'eau du « National Geographic » en avril 2010 auquel le Conseil mondial de l'eau a contribué grâce à sa carte décrivant l'approvisionnement en eau de différentes villes. D'autres publications ont nécessité la contribution du Président du Conseil, comme par exemple celles des G8 et G20, la newsletter de la Fondation Chirac, le rapport du Bureau de l'Exposition universelle, l'Atlas du développement durable, le livre « Le ciel ne va pas nous tomber sur la tête » et Sustainable Cities.

Pour le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, une agence de média professionnelle, Grayling, s'est chargée avec succès des activités médiatiques du Conseil. Elle a également géré le contenu de la page Facebook du Conseil et de son compte Twitter.

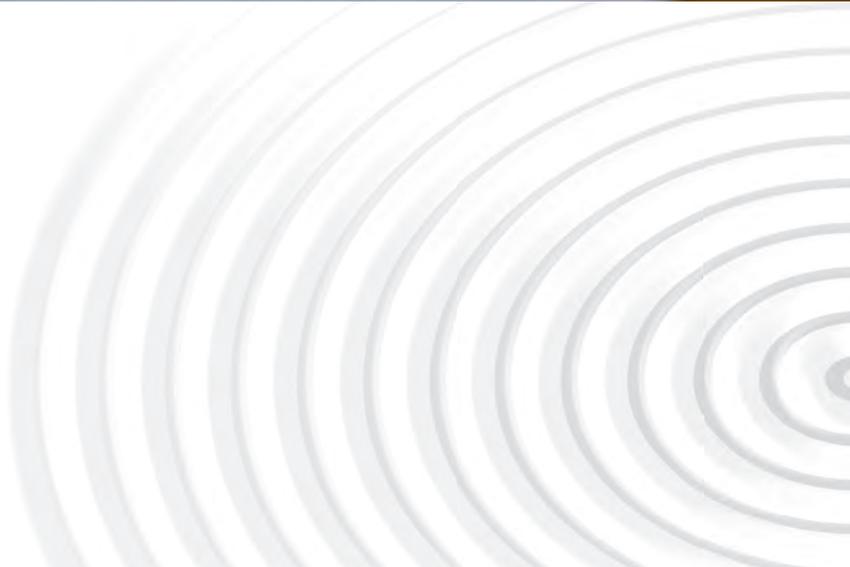
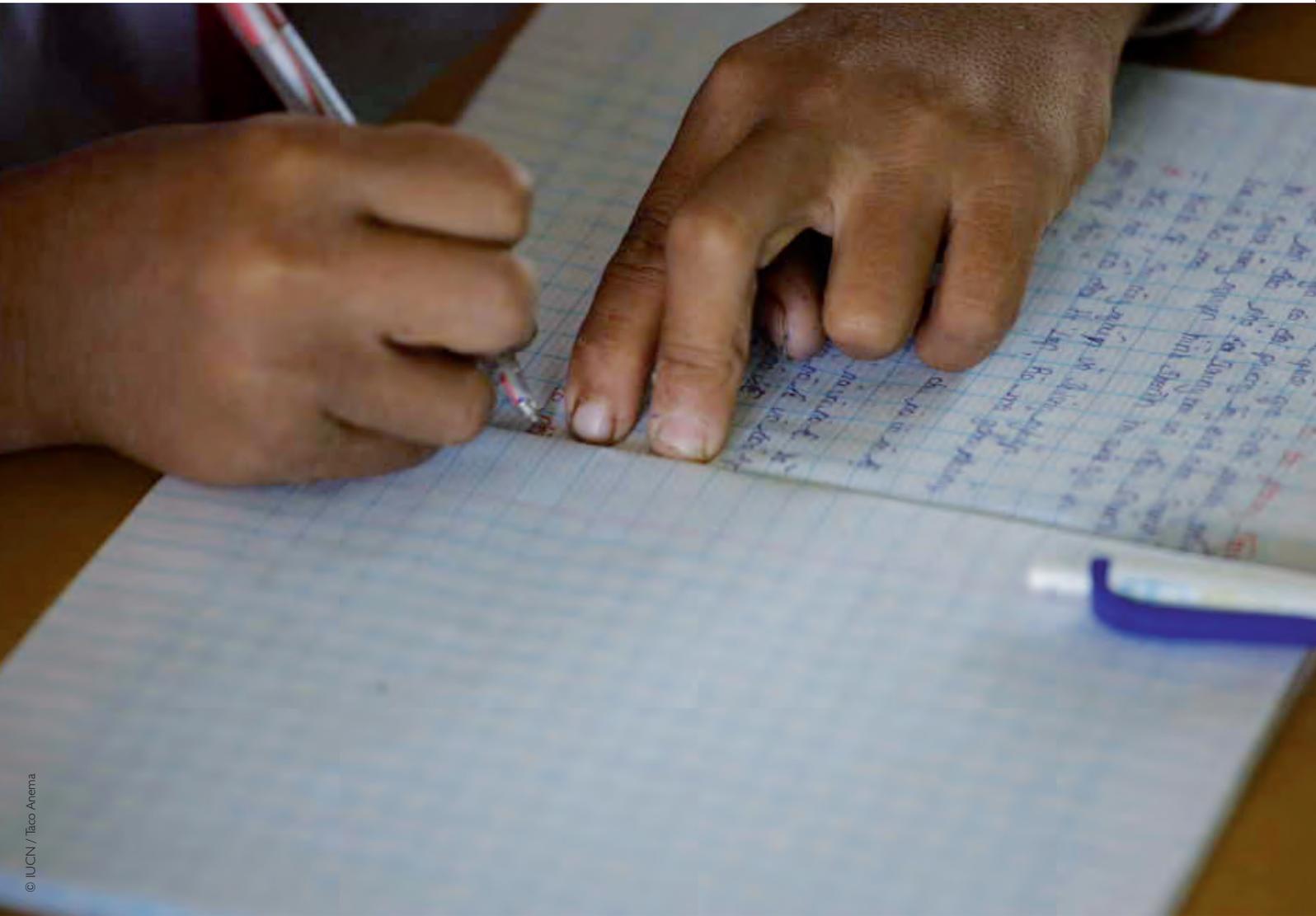
A l'occasion du Forum, de nombreuses interviews pour la télévision, la radio et la presse écrite ont été faites: i-télé (France), AFP (France), France 24 (France), Xinhua (Chine), CCTV (Chine), RFI (France), TSR (Suisse), Reuters (Royaume-Uni), H2O.net, Newsweek (Etats-Unis), New Scientist (Royaume Uni), Politique Internationale (France) et Slate.fr. Le Président a participé à deux conférences de presse sur les autorités locales et régionales et le Village des Solutions. Un total de 425 articles mentionnant le Conseil en lien avec le Forum Mondial de l'Eau ont été enregistrés le 10 avril 2012.

L'agence Grayling a également été recrutée pour s'occuper d'activités supplémentaires dans le cadre de Rio+20. Deux billets ont été intégrés au journal français Les Échos, un premier sur l'eau et l'énergie, et un second sur la sécurité de l'eau, en vue de Rio+20. Des articles ont aussi été publiés dans World Energy Insight, les magazines du G8 et du G20. Des entretiens ont été accordés à i-tv, le Figaro, AFP, New Scientist, Reuters, The Guardian. Suite au Dialogue sur l'Eau et le Développement durable, une conférence de presse a été tenue sur le site Internet, à laquelle a participé le correspondant de presse officiel pour Rio+20 et de O Globo. Des interviews du Président et du Vice-président Braga ont été accordées à HiSpan TV (Espagne), Valor Economico (Brésil), New Scientist, The Voice of Russia, Mercado Etico et Plurale, magazine brésilien dédié aux questions de développement durable.

Le Conseil est apparu dans les médias suivants :

Xinhua (Chine), Workers Daily (Chine), Donga-ilbo (Corée du Sud), Economic Daily news (Shanghai), Le Monde (France), UN Radio (international), Radio RFI (international), Financial Times (international), The Environment Industry Magazine (Royaume Uni), Valor Economico (Brésil), International Herald Tribune (international), H2O (secteur de l'eau), Les Echos (France), OOSKA News, Channel News Asia, Arabian Business, The Guardian (Royaume-Uni), Libération (France), La Chaîne de Marseille (France).





GARANTIR

UNE ORGANISATION FIABLE AUX FINANCES SOLIDES

Durant la 5^{ème} Assemblée générale réunie en 2009, les membres du Conseil ont élu leur nouveau Bureau, qui a choisi M. Loïc Fauchon comme Président. Cinq membres du Bureau ont ensuite été confirmés : M. Ben Braga en tant que Vice-Président, Mme Eun-Kyung Park, MM. Andras Szollösi-Nagy, Dogan Altinbilek, Jerry Delli Priscoll, avec la nomination de Mokhtar Bzioui comme Conseiller spécial du Président. Les 36 gouverneurs et leurs suppléants se sont réunis lors de 10 Conseils d'administration depuis le début de l'année 2010. Ces réunions ont permis de faire progresser les activités du Conseil, de prendre des décisions sur les questions qui touchent le Conseil et plus largement de discuter des politiques de l'eau. Tous les gouverneurs ont été étroitement impliqués dans l'action du Conseil. Ils se sont chargés de tâches spécifiques liées à un travail thématique, des initiatives politiques, la représentation, l'adhésion, la gouvernance et les questions financières. Le Bureau a également été très impliqué dans l'organisation du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau et de nombreux membres se sont personnellement engagés pour en assurer la réussite.

LES ACTIVITÉS DU BUREAU

Le Conseil d'administration a été très impliqué dans :

L'engagement pour les questions de politique de l'eau et la construction de liens actifs entre les élus ;

La représentation du Conseil dans les manifestations nationales, régionales et mondiales ;

Le développement et l'engagement d'un programme d'adhésion pour recruter de nouveaux membres

L'engagement avec les membres au niveau régional pour organiser des rencontres ;

La sélection d'un pays et d'une ville d'accueil pour le 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau ;

La co-organisation du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau avec la France et Marseille ;

La surveillance de la gestion administrative et financière du Conseil ;

La révision de la Constitution et des Règlements du Conseil ;

L'interaction avec les médias nationaux et internationaux sur les questions de l'eau.



ORGANISATION DU SECRETARIAT

En 2009-2010, le secrétariat du Conseil mondial de l'eau était organisé en 4 départements supervisés par un Directeur général :

Direction - Administration et Finance :

Une Directrice et un comptable mis à disposition par la Ville de Marseille, une Chargée de la logistique, un informaticien et deux secrétaires.

Direction - Politiques et Programmes :

Un Directeur, des Chargés de projet pour travailler sur le sujet des autorités locales et le Pacte d'Istanbul pour l'Eau, l'adaptation au changement climatique et son suivi, les Amériques et des Coordinateurs sur les initiatives thématiques et politiques.

Direction - Relations Extérieures et Communication :

Un Directeur, une Chargée des adhésions, une Chargée de communication et une Attaché de presse

Direction - 5^{ème} Forum Mondial de l'Eau :

Un Directeur associé, une Coordinatrice des Forums, un Chargé de projet. Suite au départ du Directeur associé en août 2009, les questions du Forum ont été gérées par une Coordinatrice des Forums et les membres du personnel dans leurs divers domaines d'activité. Des consultants et des stagiaires dédiés à des missions ponctuelles ont aussi participé à la préparation du 5^{ème} Forum et ont ensuite quitté le Conseil.

La préparation, la mise en œuvre et le suivi des 5^{ème} et 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, le processus de sélection du pays/de la ville d'accueil du 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau, la finalisation du rapport Afrique et le soutien permanent apporté au secrétariat du 6^{ème} Forum ont demandé plus de temps et d'énergie que prévu au personnel. En conséquence, une diminution a été observée tant dans la mise œuvre des programmes thématiques que dans la recherche des fonds nécessaires à leur fonctionnement. Les années 2009 et 2010 ont été marquées par le lancement du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau et la mise en place difficile du secrétariat du 6^{ème} Forum désigné comme Comité International du Forum Mondial de l'Eau pour lequel un statut de groupement d'intérêt public a été choisi. Néanmoins, malgré la création du CIF et le recrutement d'un Directeur exécutif, le Conseil a dû prendre la direction de la réunion de lancement du 6^{ème} Forum avec ses partenaires, en raison de l'absence de personnel du secrétariat.

Le départ du Directeur exécutif du 6^{ème} Forum a obligé le Conseil à s'investir de manière temporaire dans le fonctionnement administratif et financier du secrétariat du 6^{ème} Forum. Le Conseil a aussi été impliqué de manière permanente dans les réunions de prise de décision, les rencontres avec les autorités locales, le processus parlementaire et celui des solutions, tout en assurant le soutien technique et informatique du 6^{ème} Forum.

En 2011, suite à un séminaire d'entreprise organisé par le Président pour échanger sur l'organisation et la répartition des tâches, le secrétariat du Conseil a été réorganisé en deux pôles sous l'autorité directe du Président :

Pôle administratif et institutionnel : Placé sous la responsabilité de la Directrice administrative et financière, elle dispose d'une délégation de pouvoir du Président pour assurer le fonctionnement financier et légal du Conseil

Pôle thématique et politique: Placé sous la responsabilité de la gestionnaire des politiques thématiques et des relations institutionnelles, il est chargé du suivi des 6^{ème} et 7^{ème} Forums Mondial de l'Eau.

Le 30 octobre 2012, le Conseil a publié une annonce pour recruter un Directeur exécutif.



FINANCES DU CONSEIL

Les tableaux ci-dessous présentent la situation financière du Conseil :

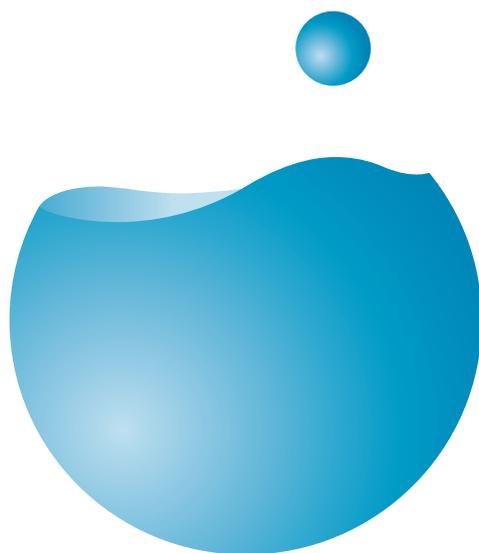
REVENUS	2009	2010	2011	2012*
Subventions	941 728	837 485	847 741	770 000
Projets et partenariats	589 000	170 472	115 000	0
Adhésions	251 943	238 616	259 292	306 113
Forum, Gouvernement français	837 500	687 500	2 000 000	1 750 000
Revenus de prestations de services	34 758	10 304	0	0
Revenus exceptionnels et financiers	81 234	112 961	86 575	69 505
TOTAL DES REVENUS	2 736 164	2 057 338	3 308 608	2 895 618

DÉPENSES	2009	2010	2011	2012*
Ressources humaines	1 086 527	837 412	640 685	574 016
Administration du siège	408 426	405 186	377 669	295 676
Relations publiques et communication	131 968	84 762	120 456	337 420
Réunions, voyages et logement	477 290	231 244	263 224	326 101
Prestations de services	487 209	148 170	129 866	428 356
Charges exceptionnelles et financières	10 232	11 499	6 814	11 612
Amortissement et provisions	48 438	35 883	96 392	24 872
TOTAL DES DÉPENSES	2 650 089	1 754 156	1 635 105	1 998 053
EN NATURE	427 207	415 160	407 741	330 000

* arrêté à la date du 30 septembre 2012

La gestion prudente du Conseil résulte d'une importante mobilisation dédiée à la préparation du 6^{ème} Forum, et du non-respect du calendrier de paiement des droits d'événement au Conseil tels que prévus dans la convention cadre pour l'organisation du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau avec pour conséquence une diminution du temps dédié à la mise en place de programmes et à la recherche des fonds correspondants.

Le Conseil mondial de l'eau est soumis à l'exigence d'une comptabilité exemplaire. Les déclarations financières annuelles et les rapports des commissaires aux comptes sont disponibles en ligne après approbation des membres réunis en 6^{ème} Assemblée générale.



CONSEIL MONDIAL DE L'EAU

WORLD WATER COUNCIL - CONSEIL MONDIAL DE L'EAU

Espace Gaymard - 2-4 Place d'Arvieux - 13002 Marseille - France

Tel : +33 (0)4 91 99 41 00 - Fax : +33 (0)4 91 99 41 01

wwc@worldwatercouncil.org

www.worldwatercouncil.org